

Nouveaux Cahiers du socialisme



CAQ : quel retour du nationalisme économique ?

Philippe Hurteau

Number 23, Winter 2020

La droite : quelles droites ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92899ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hurteau, P. (2020). CAQ : quel retour du nationalisme économique ? *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (23), 72–79.

CAQ : quel retour du nationalisme économique ?

Philippe Hurteau

Chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques

Après un peu plus d'un an de gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ), quel bilan économique peut être tracé ? Sommes-nous face à un parti qui poursuit l'œuvre austéritaire de ses devanciers libéraux ? Son ancrage nationaliste lui fait-il développer une politique économique moins béatement favorable au capital international ? Ou sommes-nous en présence d'une sorte d'Action démocratique du Québec (ADQ) 2.0 ?

À l'évidence, il n'existe pas pour l'instant de réponses définitives à ces questions. Il faudra certainement attendre l'arrivée d'une période économique moins favorable afin de voir les vraies couleurs de la CAQ. En attendant, il demeure que certaines lignes de force se dégagent de la première année aux commandes de la bande à François Legault : 1) le parti cultive une image postpolitique en matière économique ; 2) l'alliance électorale de la CAQ laisse déjà poindre une série de contradictions qui pourraient fortement nuire à sa réélection ; et 3) la CAQ poursuit l'œuvre des libéraux au plan budgétaire.

Conjoncture économique et postpolitique

La CAQ est un parti de droite. Cela, personne de sérieux n'en doute. Et ce, non seulement en raison de ses origines adéquistes. François Legault a revendiqué, non sans fierté, le fait de former un gouvernement de gens issus du monde des affaires¹. Il s'agissait d'une belle formule destinée à satisfaire sa base électorale traditionnelle

¹ Shannon Pécourt, « CAQ : un gouvernement de gestionnaires et de gens d'affaires », *La Presse.ca*, 14 octobre 2018.

sans pour autant s'afficher explicitement sur le plan idéologique. C'est ainsi que ce parti peuplé de conservateurs de différents acabits a réussi à taire ses positions les plus impopulaires tout en construisant un programme résolument centriste en matière économique. Là où un Mario Dumont aurait clairement établi sa préférence pour la privatisation de tel ou tel service, Legault se contentait d'éviter de s'engager en préférant parler d'instaurer un mode de gouvernance axé sur les résultats. Bien entendu, avec un conseil des ministres composé de gens d'affaires, cette apparente neutralité idéologique ne résiste pas longtemps à l'analyse. L'important, comme sous les libéraux, est de quantifier les résultats des politiques publiques en termes économiques classiques : rendement, profitabilité, taux d'investissement, etc.

Pendant que le discours gouvernemental congédie les enjeux idéologiques par la porte de devant, ceux-ci font inévitablement un retour par celle de derrière. Pensons, par exemple, au prêt sans intérêt consenti à la multinationale Mitsubishi : 12 millions de dollars de fonds publics que l'entreprise n'aura pas à rembourser directement, le gouvernement préférant récupérer ses deniers par l'entremise de la contribution fiscale des employé.e.s de la firme². Bien que rien ne l'indique dans les communications officielles, il est assez difficile de trouver un exemple de politique économique plus en phase avec le néolibéralisme financier : l'entreprise reçoit un prêt afin de venir s'établir au Québec, mais laisse le soin à ses travailleurs et travailleuses de payer la note. Dans un contexte où Québec compte quelque 140 000 postes vacants³, il est difficile de justifier une telle générosité ou même de comprendre cette obstination à vouloir créer des emplois.

Au fond, le « luxe » que s'offre la CAQ de mettre en veilleuse ses orientations idéologiques afin de peaufiner son image de gouvernement postpolitique tout orienté vers les résultats tient entièrement au contexte économique actuel. Avec un taux de chômage qui atteint un creux historique⁴, les finances publiques qui enregistrent des surplus toujours plus grands⁵, les salaires qui augmentent près de deux fois plus vite que l'inflation⁶, etc., il est assez facile, dans ce contexte, de faire profil bas au plan idéologique.

2 « Québec accorde 12 M\$ pour soutenir l'implantation d'un centre de R-D de Mitsubishi Aircraft Corporation à Montréal », communiqué d'Investissement Québec, 19 septembre 2019.

3 Statistique Canada, Tableau 14-10-0325-01. *Postes vacants, employés salariés, taux de postes vacants et moyenne du salaire offert selon les provinces et territoires, données trimestrielles non désaisonnalisées*, Données du 2^e trimestre 2019.

4 Statistique Canada, Tableau 14-10-0020-01. *Taux de chômage, taux d'activité et taux d'emploi selon le niveau de scolarité atteint, données annuelles* (2018).

5 Gouvernement du Québec, *Comptes publics 2018-2019*, 2019.

6 « Prévisions économiques et financières », *Études économiques*, Desjardins, 20 juin 2019, p. 14.

Politique économique et coalition électorale

Le tour de force de la CAQ réside justement dans le fait d'avoir mis en place une politique économique en phase avec une coalition électorale pourtant hétéroclite. Avec tous les voyants qui sont au vert dans l'économie québécoise, le rassemblement dans un seul parti d'électorales et d'électeurs nationalistes conservateurs, centristes et libertariens trouve là une de ses conditions de possibilité. Comment convaincre autrement un Youri Chassin⁷ de rejoindre une équipe gouvernementale qui se propose de relancer massivement certaines dépenses publiques ciblées (maternelle 4 ans, maisons des aîné.e.s, réinvestissement dans les soins à domicile, etc.)? Le tout, en poursuivant le programme de diminution des taxes scolaires entamé par les libéraux.

À n'en pas douter, la conjoncture économique permet à la CAQ d'avoir le beurre et l'argent du beurre : mettre en place des orientations qui plaisent à ses électeurs adéquistes tout en élargissant son alliance électorale vers le centre. Tout cela sans, pour l'instant, créer de crise à l'interne du parti. Bien entendu, en plus de la conjoncture économique, le ciment qu'offre une politique nationaliste facilite ce type d'alliance. Autant les « élites économiques locales » que les familles surendettées de banlieusards voient d'un bon œil qu'enfin des gens d'affaires prennent le contrôle. Passons sous silence le fait que cela n'est nouveau qu'en apparence, pour insister davantage sur l'attrait qu'exerce la volonté gouvernementale d'orienter son action vers celles et ceux qui, à tort ou à raison, se sont toujours sentis délaissés par les politiques gouvernementales.

Sur la plan politique, la CAQ veut construire et renforcer son hégémonie nouvelle autour des « laissés.e.s pour compte » des politiques publiques. Celles et ceux qui ne sont ni assez pauvres pour avoir accès à des programmes de redistribution et ni assez riches pour toucher le pactole que l'État réserve aux représentants du capital. Bien entendu, cette catégorie de laissés.e.s pour compte n'existe pas réellement. Autant il est faux d'affirmer que les familles de la classe moyenne ne bénéficient pas des largesses de l'État, autant il est erroné de penser que seules les multinationales peuvent espérer passer à la caisse. Par les services publics en santé et en éducation, par le coût de la vie bien plus bas au Québec, par la qualité de la formation de notre main-d'œuvre, avec les routes et les infrastructures énergétiques, toutes les entreprises, aussi petites soient-elles, profitent des dépenses publiques.

Qu'à cela ne tienne, le Québec a vu se former l'idée tenace qu'aucun parti, aucune politique n'était là pour les membres de la « majorité silencieuse », pour ceux qui ne se distinguent de rien autrement que par leur fierté de se situer dans la moyenne. Les libéraux ont bien tenté de jouer cette carte politique, mais leur association aux

7 Économiste de droite élu député de la CAQ en 2018, ex-directeur de la recherche à l'Institut économique de Montréal. Il a déjà pris position pour la privatisation de sociétés d'État comme Hydro-Québec. NdR

intérêts du capitalisme financier a fait faire long feu à cette tentative. En effet, il est assez difficile de se définir politiquement comme étant à l'écoute des besoins des « gens ordinaires » quand, dans un même mouvement, le gouvernement libéral met en place un programme politique tout aussi hostile aux petites élites locales que favorable aux multinationales.

Pour la CAQ, la route vers le pouvoir et la tâche non moins ardue de s'y maintenir passent alors par la fédération d'un large éventail de mécontentements. Comment alors opérer cette tâche délicate pour un parti dont l'ADN campe à droite ? Comment faire cohabiter le petit entrepreneur beauceron, la fonctionnaire désabusée de Québec, la comptable fatiguée de Blainville et le gars de *shop* de Saint-Hubert ? Il y a bien sûr un premier niveau de solution facile, surtout dans un contexte de forts surplus budgétaires. Pour assurer la cohésion de son ensemble électoral, la CAQ va de l'avant avec des baisses des taxes scolaires qui ont l'avantage de viser spécifiquement l'un des plus bas dénominateurs communs de son électorat : le fait d'être des propriétaires d'une maison ou d'un immeuble résidentiel – ou d'aspirer à le devenir.

La seconde opération, plus subtile celle-là, consiste à associer les réinvestissements gouvernementaux à des secteurs acceptables pour son courant conservateur. C'est pour cela que la CAQ met au centre de son action des politiques visant les familles. Cela lui permet de masquer ses tendances idéologiques profondes (est-ce qu'un gouvernement de droite dépenserait vraiment autant ?) tout en évitant une trop forte gronde dans ses rangs (le parti dépense en conformité aux orientations de la droite traditionaliste). Ici, la priorisation des politiques visant les aîné.e.s suit le même type de calcul politique : mettre en place d'importants investissements qui, dans notre environnement politique superficiel, donne à quiconque un vernis progressiste tout en confortant les tenants d'une redéfinition de l'action étatique autour des « valeurs d'antan ».

La difficulté viendra, on s'en doute, à l'heure du resserrement économique. Le grand écart programmatique qui, lors de l'élection et depuis, a permis à la CAQ de définir le nouveau cadre hégémonique de l'électorat francophone sera plus ardu à maintenir si les scénarios économiques les plus pessimistes se réalisent.

Il est vrai que le nationalisme économique affiché par la CAQ tranche avec ce que le Québec a connu depuis l'élection du libéral Jean Charest en 2003. Sous Philippe Couillard, il ne restait en fait presque rien de la vieille ambition des « révolutionnaires tranquilles » d'utiliser les leviers de l'État québécois afin de développer une classe d'affaires, notre fameux Québec inc. Avec François Legault, les choses s'annoncent plus complexes : de la même manière que les gouvernements péquistes ont été coincés entre leur adhésion au libre-échange et les attentes de leur électorat, la CAQ découvrira bientôt qu'elle est dans une situation pas si étrangère à celle de l'ancien parti du premier ministre.

Et l'austérité dans tout ça ?

Le cycle de l'austérité est généralement simple à suivre. Le schéma I, dont l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) a soigneusement documenté les différentes étapes ces dernières années⁸, en offre une représentation fort juste.

Schéma I : Cycle de l'austérité



Normalement, les déficits sont instrumentalisés afin de justifier des compressions au nom de l'équilibre budgétaire. Au moment du retour à l'équilibre, les surplus sont « dépensés » en baisses d'impôt 1) pour faire des gains électoraux à court terme et 2) pour diminuer la capacité de l'État à réparer les dégâts causés par ses propres coupes. Il y a là un effet de cliquet qui finalement structure durablement une logique de détournement de l'État de ses missions sociales.

8 Observatoire des conséquences des mesures d'austérité au Québec, Montréal, IRIS, <<https://iris-recherche.qc.ca/pop>>.

Cependant, le contexte actuel s'avère particulier en raison de l'ampleur des surplus dégagés par Québec. Il serait en effet difficile, après des années de fortes mobilisations sociales, de justifier des baisses d'impôts à coup de plusieurs milliards de dollars. Ici, tel que mentionné plus haut, la CAQ avance prudemment. En misant sur la diminution des taxes scolaires et sur l'abolition de la contribution supplémentaire pour les services de garde, la CAQ met de fait de l'avant des actions gouvernementales qui respectent ce que le schéma I prévoit. Mais, en même temps, nous sommes loin des baisses d'impôt consenti par Bernard Landry et Jean Charest au lendemain du retour à l'équilibre budgétaire d'il y a vingt ans. Tout comme pour les réinvestissements, les baisses d'impôt s'avèrent plus ciblées et, peut-être, plus efficaces d'un point de vue électoral car elles profitent aux jeunes familles et aux propriétaires.

Une chose ne change pas par contre : le caractère permanent des compressions découlant des orientations du précédent gouvernement. L'austérité, par définition, n'est pas qu'un simple mauvais moment à passer, une médecine de cheval certes difficile, mais nécessaire et temporaire. Dans son acceptation critique, il s'agit plutôt d'une entreprise visant à rendre permanentes les conditions de restriction dans le financement des services à la population et des missions sociales de l'État.

Les réinvestissements ciblés auxquels la CAQ s'adonne changent toutefois quelque peu ce portrait classique. En réinvestissant massivement dans certains secteurs, les troupes de François Legault parviennent en quelque sorte à maquiller qu'ils poursuivent en fait la politique libérale antérieure.

Cette poursuite du programme libéral se révèle aisément en analysant les budgets consentis au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Le budget 2019-2020 accorde au MSSS une hausse de 5,4 % des investissements lui étant consentis, ce qui injectera une bonne dose d'oxygène dans le système⁹. L'ajout de 280 millions de dollars par année pendant cinq ans au financement des soins à domicile est évidemment une bonne nouvelle¹⁰. Le gouvernement avait promis de rehausser les budgets pour le soutien à l'autonomie des aîné.e.s et, dans ce cas, l'argent est au rendez-vous.

Or, si le réseau de la santé et des services sociaux s'en tire bien quand on considère l'ensemble du financement, certains programmes verront se perpétuer l'austérité encore cette année. La santé publique, par exemple, ne pourra compter que sur une maigre augmentation de ses budgets de 1,3 %¹¹, soit une cible bien en dessous des fonds nécessaires pour maintenir la qualité des services de prévention. Le constat est le même pour les programmes chapeautant les services en déficience physique, en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme (DI-TSA), en dépendance, en

⁹ *Budget du Québec 2019-2020, op. cit.*

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

santé mentale ainsi que pour les jeunes en difficulté. Dans tous ces secteurs, le budget de la CAQ pérennise les compressions aux effets dévastateurs des dernières années.

En fait, le cumul de tous ces programmes représente à peine 46 % du budget alloué à la seule rémunération des médecins... Nous avons ici une manifestation assez claire des mécanismes de l'austérité : mettre en place des politiques à l'avantage des groupes plus fortunés et laisser les personnes vulnérables se battre pour des miettes. En campagne électorale, la CAQ promettait du changement. Si on se fie aux données budgétaires, celui-ci ne s'est pas matérialisé.

Un autre exemple de la poursuite des politiques libérales est le maintien des versements au Fonds des générations. Poursuivre l'affectation d'importantes sommes à ce fonds est liée au jugement posé sur le niveau d'endettement public de la province. Une dette jugée trop élevée peut justifier la poursuite des versements au Fonds. À l'inverse, un contexte dans lequel la dette publique est considérée sous contrôle plaide pour une orientation contraire. Qu'en est-il ?

Le plan de réduction du poids de la dette par rapport à l'économie (exprimé par le ratio dette/PIB¹²) est en bonne voie de se réaliser. À l'origine, l'objectif était que la dette brute du Québec ne représente pas plus de 45 % du PIB en 2025-2026¹³. Selon les données les plus récentes, cet objectif sera atteint cinq années plus vite qu'attendu, soit dès 2020-2021. Ceci soulève la question : pourquoi alors maintenir les niveaux prévus de versement au Fonds des générations ? L'objectif de ce fonds est précisément de faire diminuer la valeur de la dette brute pour tirer vers le bas le ratio dette/PIB. Dans le contexte où Québec atteint et même dépasse déjà ses cibles en cette matière, est-il toujours sage de prioriser cette dépense – les versements au Fonds des générations – par rapport au financement des autres missions de l'État ?

Poser la question, c'est y répondre. Et cela révèle les motifs véritables derrière l'existence du Fonds des générations. Les 2,1 milliards de dollars (G\$) prévus en versement cette année, somme qui atteindra 3,2 G\$ en 2023-2024, servent alors évidemment à masquer la réelle ampleur des surplus budgétaires. Plus importants, ces versements participent à la financiarisation des activités de l'État en ce qu'ils détournent des revenus gouvernementaux afin de les placer sur les marchés financiers. De plus, le Fonds accélère le virage entrepreneurial promu par la nouvelle gestion publique. En effet, chaque

12 Le produit intérieur brut (PIB) est l'un des agrégats majeurs des comptes nationaux. En tant qu'indicateur économique principal de mesure de la production économique réalisée à l'intérieur d'un pays donné, le PIB vise à quantifier – pour un pays et une année donnée – la valeur totale de la « production de richesse » effectuée par les agents économiques résidant à l'intérieur de ce territoire (ménages, entreprises, administrations publiques). Le PIB reflète donc l'activité économique interne d'un pays et la variation du PIB d'une période à l'autre est censée mesurer son taux de croissance économique.

13 Gouvernement du Québec, *Budget du Québec 2019-2020, Renseignements additionnels*, p. C. 7. Cet objectif est fixé par l'art. 1 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations.

année, l'État québécois doit afficher un surplus sur ses opérations courantes afin de garantir les versements au Fonds des générations. Une entreprise privée ne fonctionne pas autrement lorsqu'il s'agit d'extraire une marge bénéficiaire de ses activités.

Conclusion

Personne ne sera vraiment surpris d'apprendre que la CAQ n'a pas fondamentalement réorienté l'action étatique en matière économique et budgétaire. Certes, le vernis nationaliste du gouvernement change le ton et viendra le hanter quand il devra prendre fait et cause pour les orientations libre-échangistes au cœur de la politique de l'État québécois. Pour l'instant, il peut remercier le gouvernement antérieur d'avoir fait le « sale boulot ». Si, en période d'abondance budgétaire, la CAQ poursuit la politique de l'équipe libérale, il est à craindre que des jours difficiles s'annoncent. Les idéologues les plus intransigeants du parti n'ont pas la cote en ce moment; ils risquent cependant de prendre du galon quand viendra le temps de réinstaurer plus explicitement une politique conservatrice.